

TROISIÈME PARTIE

I. UNE CRISE SANS PRECEDANT CHEZ LES ELEVEURS CAPRINS LAITIERS

La filière caprine laitière connaît une grave crise depuis 2009 (BOULENGER, 2012a, et G.E.B., 2013a). Combinaison d'une surproduction laitière et d'une augmentation des charges des éleveurs, elle secoue toute la filière depuis bientôt quatre ans et a abouti à un certain nombre de mesures à tous les échelons de la production.

1. Un déséquilibre entre l'offre et la demande

Les années 2007 et 2008 ont été marquées par une stagnation de la collecte et donc par une importante sous production de lait de chèvre par rapport à la demande de l'industrie, alors en pleine croissance (environ +6 % par an de 1995 à 2007), notamment à cause d'une qualité de fourrages médiocres et d'une augmentation du prix des aliments (G.E.B., 2010a). Cette pénurie a provoqué une forte augmentation des importations de lait et de produits intermédiaires et à la mise en place par l'Anicap d'un plan de pérennisation pour augmenter la collecte française dès 2007 (BOULENGER, 2012a).

D'après les données du G.E.B. (2010a), si ce plan n'a pas eu l'efficacité escomptée en 2008, ses effets, combinés à un contexte favorable à la production de lait pour les éleveurs (bonne qualité des fourrages, diminution du prix des aliments et augmentation du prix du lait), ont dépassé les estimations de la filière en 2009. Ainsi la quantité de lait livré a fait un bond de 9 % entre 2008 et 2009, soit 40 millions de litres de lait supplémentaires (figure 70). Or, outre un bond de la production de lait, 2009 a également été marqué par une rupture de la croissance des fabrications industrielles, avec moins de 1 % de croissance annuelle. La diminution des importations de produits intermédiaires de 11 % (soit l'équivalent de 11 millions de litres de lait) n'a pas été

suffisante pour compenser ces deux phénomènes. Ainsi les stocks de produits de report à la fin de l'année 2009 ont atteint les 11 000 tonnes, soit 85 % de plus qu'en 2008 (figure 71).

Figure 70 : Evolution annuelle de la collecte française de lait de chèvre et des importations de lait et produits intermédiaires (en 1 000 L) de 2001 à 2012 (d'après les données du G.E.B., 2010a, 2011a, 2012a, 2013a). En bleu : la collecte de lait de chèvre, en rouge : les importations de lait et produits intermédiaires, en vert : la somme de la collecte et des importations.

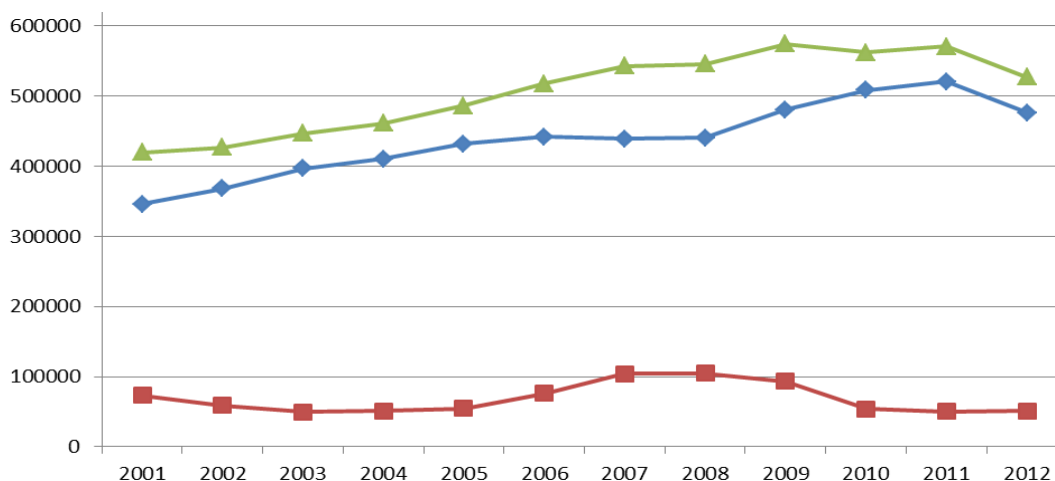
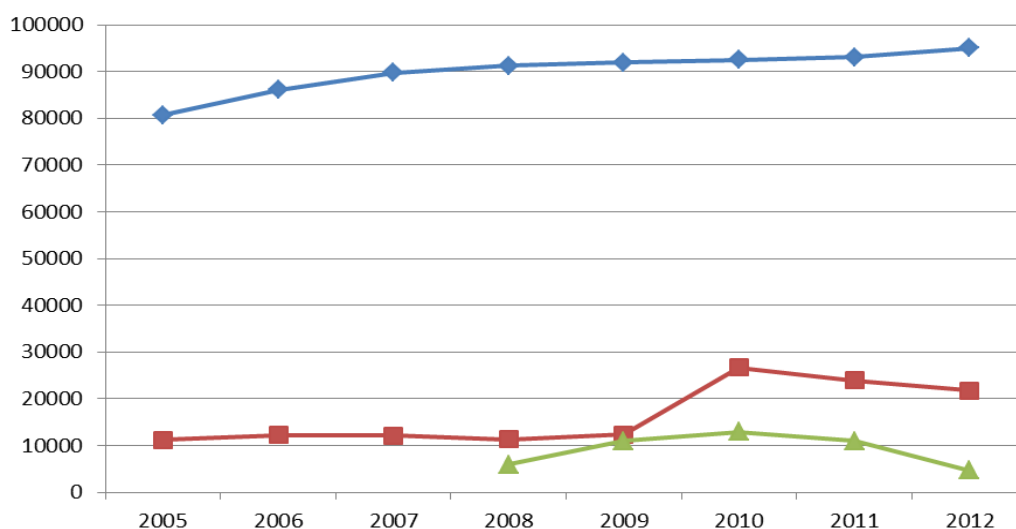


Figure 71 : Evolution des fabrications françaises de fromages de chèvre et des produits de report (en tonnes) de 2005 à 2012 (d'après les données du G.E.B., 2010a, 2011a, 2012a, 2013a). En bleu : fabrications de fromages, en rouge : fabrications de produits de reports, en vert : stocks de produits de report au mois de décembre.



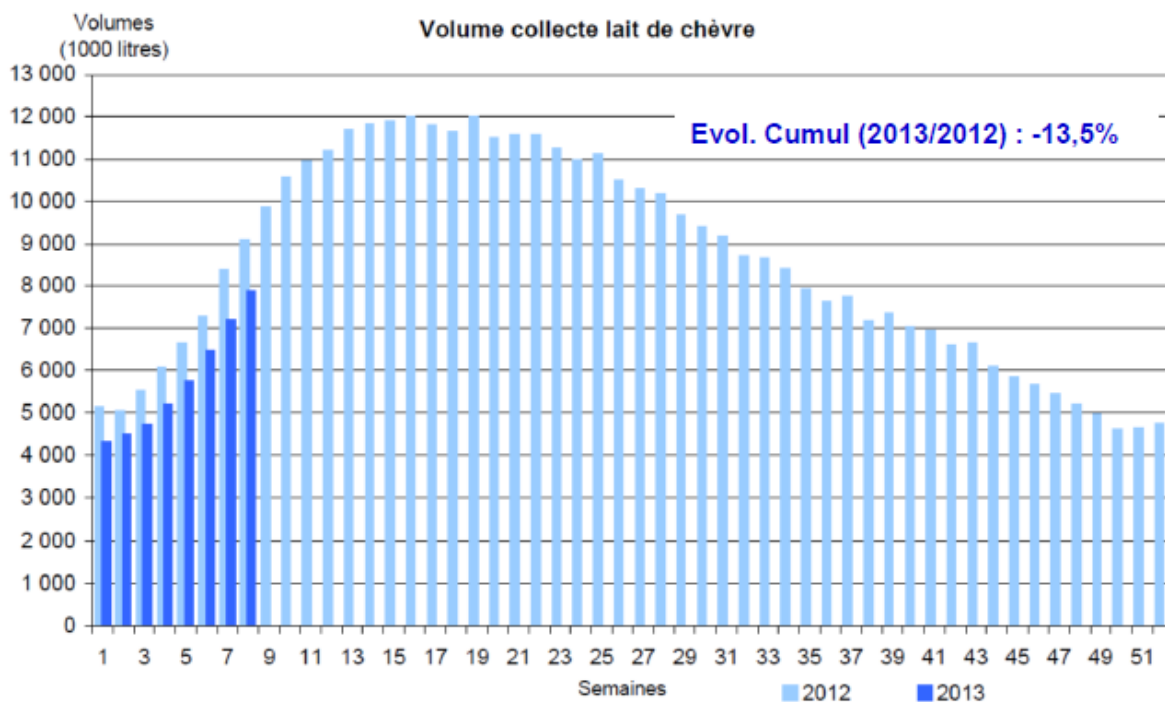
Selon les données du G.E.B.(2011a), la croissance de la collecte s'est poursuivie pendant les dix premiers mois de 2010 environ, aboutissant à une collecte annuelle supérieure de 7 % à 2009. Cette production laitière toujours croissante est due à une augmentation de 5 % des chèvres et 8 % des chevrettes mises à la reproduction en 2009 et des conditions d'alimentation toujours favorables. Contrairement à l'année précédente, cette croissance n'a pas été uniforme sur tout le territoire. Ainsi, si la plupart des régions ont suivi la moyenne nationale, la production des régions Centre et Rhône-Alpes est restée presque identique à celle de 2009 (respectivement +2 % et -1 %). Les importations de produits intermédiaires, quant à elles, ont connu une réduction drastique de 41 %. Cependant, avec une croissance annuelle des fabrications industrielles toujours bloquée à 1%, les stocks de produits de report ont augmenté de 18 % par rapport à 2009, atteignant 12 900 tonnes, un record absolu pour la filière laitière caprine.

La croissance incontrôlée de la collecte s'est finalement interrompue en 2011, avec seulement +2 % de volumes (accompagnée d'une diminution de 1 % de la matière utile du lait livré) d'après les données du G.E.B. (2012a). Mais les divergences amorcées entre les régions se sont accentuées, avec une collecte du Poitou-Charentes dans la moyenne, toujours une croissance forte des Pays-de-la-Loire (+6 %) et du Midi-Pyrénées (+8 %), alors que l'Aquitaine, le Rhône-Alpes et le Centre restent stables par rapport à 2010. Une diminution des imports de produits intermédiaires de 5 %, associée à une croissance des fabrications industrielles de fromages toujours bloquée à 1 %, ont cependant permis de diminuer les stocks de produits de report de 14 % pour revenir à un niveau similaire à 2009.

D'après les données du G.E.B.(2013a), 2012 marque un nouveau tournant dans la collecte du lait de chèvre, avec un recul des volumes de 8 % par rapport à 2011. Ce repli, issu d'une mauvaise qualité de fourrage et d'une grave crise au sein des élevages (détaillée dans le I.2. de cette troisième partie), a touché tous le territoire : -8 % en Centre-Ouest, -12 % en région Centre, -17 % dans le Sud-Ouest et -3 % en région Rhône-Alpes. Les quantités de lait disponibles n'étant plus suffisantes, les importations ont repris à partir du mois de juin. Cependant, notamment en raison des faibles stocks disponibles en Espagne et au Pays-Bas et de leur prix, cette augmentation s'est limitée à +1 % par rapport à 2011. Une légère reprise de la croissance des transformations industrielles (+2 % en 2012) a contribué à faire chuter les stocks de report à 4 640 tonnes, niveau le plus bas jamais enregistré. Cette baisse de collecte semble se poursuivre en 2013, avec une collecte

des 8 premières semaines de l'année inférieure de 13,5 % à la collecte sur cette même période en 2012 (figure 72).

Figure 72 : Volume de la collecte nationale de lait de chèvre (en 1 000 L) (source : FRANCEAGRIMER, 2013).

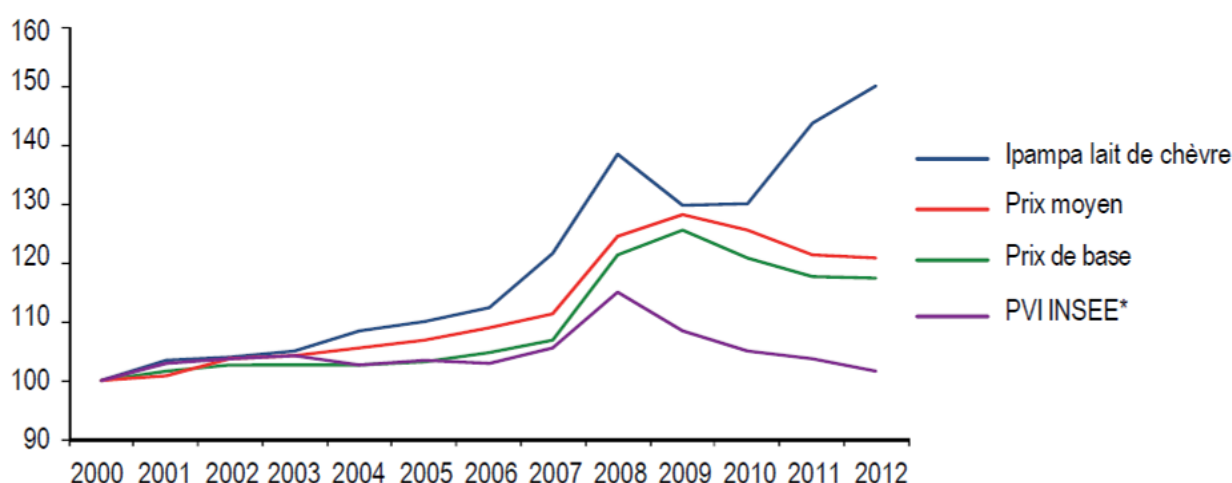


Selon les données du G.E.B. (2010a), la rupture de croissance des fabrications industrielles de 2009 a été amorcée par des difficultés d'écoulement de la production hors grande distribution, c'est-à-dire la restauration hors foyer, les exports et surtout l'industrie agro-alimentaire, dont les fabrications ont stagnées en 2009 après une période de forte croissance, conséquence de la crise économique touchant la France. Les achats en grandes et moyennes surfaces (G.M.S.) ont ensuite diminué à leur tour, passant de +3,7 % en 2009 (G.E.B., 2010a) à +1,5 % en 2010 (G.E.B., 2011a), puis +0,9 % en 2011 (G.E.B., 2012a) et -0,5 % en 2012 (G.E.B., 2013a). Ce ralentissement de la consommation a surtout touché les fromages affinés les plus chers : pyramides et crottins, avec respectivement -33 % et -10 % entre 2007 et 2011. Sur cette même période, les ventes de fromages A.O.C. ont stagné, voire régressé (jusqu'à -3 % entre 2011 et 2012). Les seuls fromages affichant des croissances positives ont été les fromages frais et les buchettes individuelles.

La présence de stocks importants de matières premières à écouler, associée au ralentissement de la croissance des ventes en G.M.S., a provoqué une véritable chute des prix de vente industriel (prix auquel les industriels vendent leur production aux G.M.S.) à partir de 2009 (figure 73). Malgré la résorption des stocks de matière première, ces prix ont continué de baisser, repassant même en 2012 sous le niveau des prix de 2000. Cette baisse n'a pas été répercutée sur les prix de vente de G.M.S., qui n'ont presque pas évolués entre 2007 et 2012 (G.E.B., 2013a). Or une diminution de ces prix aurait pu relancer la consommation des ménages français et donc les fabrications industrielles.

Cette situation de crise de l'industrie laitière caprine pénalise également les élevages en plafonnant le prix de base du lait payé à l'éleveur, dans un contexte d'augmentation de leurs charges

Figure 73 : Indices des prix du lait de chèvre, Ipampa et prix de vente industriel en France de 2000 à 2012 (base 100 en 2000) (source : G.E.B., 2013a).



*Prix de vente industriel

2. Des éleveurs victimes d'un effet « ciseaux » des prix

Les coûts de productions du lait de chèvre ont fortement augmenté au cours de ces dix dernières années. Ainsi, l'Ipampa lait de chèvre (un indice calculé par rapport à une année de référence à partir de 75 % des coûts de production du lait de chèvre, traduisant l'évolution des charges de l'élevage) a augmenté de 50 % entre 2000 et 2012 (figure 73), dont près de 40 % entre 2006 et 2012. Parmi les différentes charges, l'achat d'aliments constitue à lui seul 43 % de l'Ipampa en moyenne (G.E.B., 2013a). C'est le premier poste de dépense des élevages caprins (avant

l'énergie, qui représente 17 % de l'Ipampa) et ce fut la principale cause d'augmentation de cet indice entre 2006 et 2008, puis à partir de 2010.

Le premier pic de l'Ipampa en 2007-2008 a incité les éleveurs à distribuer moins de concentrés aux chèvres, d'où une stagnation de la production laitière sur cette période. Ce pic des coûts de production a été suivi d'une revalorisation du prix du lait dès 2007, avec cependant un décalage dans le temps et a un niveau qui n'a pas permis de compenser la perte de revenus de tous les élevages (G.E.B., 2010a).

Or, d'après les données du G.E.B. (2011a, 2012a et 2013a), après une période stabilisation, l'Ipampa n'a cessé d'augmenter à partir de janvier 2010 (+8,5 % en 2010, +10,8 % en 2011 et +4,4 % en 2012), alors que le prix de base moyen et le prix moyen des 1 000 L de lait ont chuté respectivement de 16 € et 18 € sur cette même période (ces prix étant disponibles en annexe 12). Cet « effet ciseaux » (terme utilisé par le G.E.B.) a provoqué une chute des revenus des éleveurs spécialisés en 2011 (figures 74 et 75). Ainsi, en 2011, le revenu annuel disponible par UMO familiale a été inférieur à 10 000 € pour un tiers des éleveurs (figure 61). Seuls les exploitants diversifiés ont vu leurs revenus se maintenir, voire s'améliorer pour les élevages caprins - cultures de vente, grâce aux autres ateliers.

Figure 74 : Evolution des résultats économiques des exploitations caprines françaises en système laitiers spécialisés de 2007 à 2011 (source : G.E.B., 2013a).

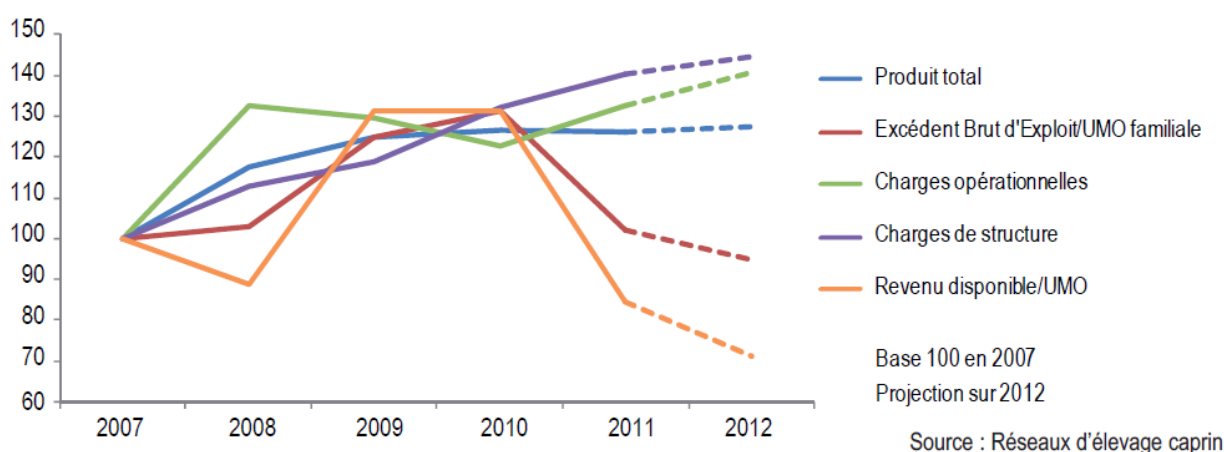
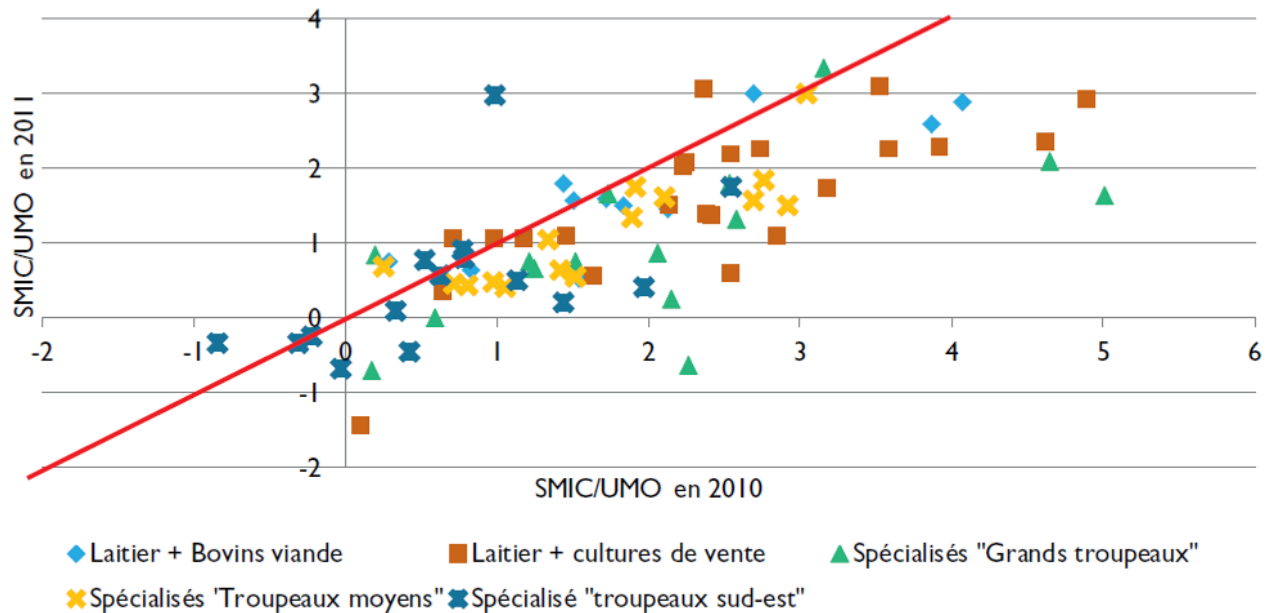


Figure 75 : Revenus 2010 et 2011 des éleveurs laitiers du socle national de référence (source : BOSSIS et al., 2013).



Conséquence de ce ciseau des prix, le cheptel caprin a diminué de 24 000 chèvres entre 2011 et 2012, avec la disparition de 200 élevages de plus de 10 chèvres, d'après les données du G.E.B. (2012b et 2013b). Selon le G.E.B. (2013a), ces cessations d'activité concerneraient essentiellement deux types d'éleveurs : les jeunes éleveurs spécialisés (déjà endettés par leur installation), mais également des élevages diversifiés caprins - cultures de ventes, au profit des cultures dont le contexte était plus favorable. Ce phénomène, conjugué à la limitation des achats de concentrés dans beaucoup d'élevage afin de limiter les charges, ont conduit à la chute de production de 44 millions de litres de lait constatée en 2012.

3. Une situation en voie de stabilisation ?

Malgré une tendance à la hausse des prix de base et moyen du lait de chèvre depuis le dernier trimestre 2012 (+4 € / 1 000 L pour le prix de base et +16 € / 1 000 L pour le prix moyen par rapport à décembre 2011, selon FRANCEAGRIMER (2013) et une renégociation à la baisse des pénalités cellulaires (HARDY, 2013), la chute de la collecte de lait initiée en 2012 se poursuit en 2013, avec une chute de 13 % au premier semestre par rapport à 2012 (G.E.B., 2013), atteignant un niveau encore plus bas qu'en 2005. Le ciseau des prix pèse toujours sur les élevages, dissuadant les

éleveurs de compléter leurs animaux, et les cessations d'activité se poursuivent, avec 180 élevages de moins entre mai 2012 et mai 2013.

Toujours selon les données du G.E.B. (2013), les fabrications industrielles du premier trimestre 2013 étaient inférieures de 1 % à cette même période en 2012, en raison, non seulement de la chute vertigineuse de la collecte, mais également de la faible disponibilité des produits intermédiaires à l'import (et par conséquent de leurs prix élevés). Par conséquent, les stocks de produits de report sont extrêmement faibles (5 849 tonnes en juin 2013) et risquent d'être insuffisants pour compenser les variations saisonnières de la collecte, aboutissant à une très probable pénurie de lait en fin d'année.

Selon FRANCEAGRIMER (2013), une éventuelle stabilisation, voire un redressement, de la collecte dépend donc essentiellement de l'évolution des coûts de productions, de la qualité des fourrages récoltés et d'une revalorisation du prix du lait pour les éleveurs. Cependant cette dernière ne sera possible et supportable par l'industrie laitière que si les prix de ventes industriels et les prix de ventes des G.M.S. sont réévalués et accompagnés d'une relance de la consommation de fromages de chèvre. Les dernières données disponibles ont montré quelques signes encourageants, tels qu'une légère augmentation des achats de fromages de chèvre en G.M.S. de mi-juin à juillet et du prix de vente industriel des fromages en juin (G.E.B., 2013), ainsi qu'un indice Ipampa lait de chèvre en légère baisse (-2 points) entre janvier et août 2013 (INSTITUT DE L'ELEVAGE, 2013), mais ces tendances restent à confirmer et à renforcer.

II. UNE SITUATION PLUS STABLE MAIS FRAGILE POUR LES FROMAGERS

Si les élevages laitiers ont été gravement touchés par l'augmentation des coûts de production, les éleveurs fromagers semblent avoir mieux résisté. En effet, contrairement à la filière laitière, les effectifs de la filière fromagère ont augmentés entre 2009 et 2012, avec 284 élevages supplémentaires, soit une augmentation du cheptel de 9 100 chèvres (G.E.B., 2010b, 2011b, 2012b et 2013b). La production laitière de ces exploitations a également augmenté, passant de 122

millions à 130 millions de litres de lait sur cette même période, malgré une baisse de 3 millions de litres entre 2011 et 2012.

Les élevages fromagers ont tout de même subi une augmentation du coût alimentaire de 15 % en moyenne en 2011, selon les données de BOSSIS *et al.* (2013), participant, avec les dépenses énergétiques, à l'augmentation des charges opérationnelles (figure 76). Cependant cette évolution a été très variable selon les régions et les types d'élevages. Ainsi, si les coûts de production nationaux moyens ont diminué de 2 % en 2011, ils ont augmentés de 7 % dans les élevages de plus de 30 000 L de lait du Sud-Méditerranée (majoritairement à cause des frais de mécanisation et de bâtiments, gonflés par le coût de l'énergie) et de 1 % pour les grands troupeaux des autres régions. Ils ont en revanche diminué de 6 % dans les élevages du Sud-Méditerranée de moins de 30 000 L (grâce à une augmentation de la productivité du travail des exploitants) et de 2 % dans les élevages en circuit court des autres régions.

Ainsi, selon BOSSIS *et al.* (2013), en 2011, les revenus des exploitants ont chuté de 18 % pour les élevages en circuit court, de 29 % pour les grands troupeaux et de 35 % pour les troupeaux à plus de 30 000 L du Sud-Méditerranée. Seuls les exploitants de troupeaux à moins de 30 000 L de lait par an du Sud-Méditerranée ont vu leurs revenus augmenter de 16 %. Mais cette baisse de revenus moyenne cache une certaine diversité de situations, notamment parmi les grands troupeaux (figure 77).

En comparaison avec les éleveurs laitiers, la baisse des revenus des exploitants fromagers a été limitée, grâce à une augmentation des volumes produits entre 2009 et 2011, à une amélioration de la valorisation du lait et à une progression, certes limitée par un contexte de crise économique, mais régulière du prix du lait de 17 % entre 2007 et 2011 (soit 294 € / 1 000 L). Ainsi, moins de 20 % des exploitations fromagères dégagent un revenu inférieur à 10 000 € par UMO familiale, contre plus de 30 % des exploitations laitière (figure 61). Ces leviers compensatoires expliquent aussi la diminution plus importante des revenus des éleveurs de grands troupeaux. En effet, la majorité d'entre eux commercialisent une partie (plus ou moins importante) de leur production en G.M.S., à des prix par conséquent plus faibles, fixés par ces G.M.S. et en concurrence directe avec les fromages industriels. Il leur est donc plus difficile d'augmenter leurs prix pour compenser l'élévation de leurs charges.

Figure 76 : Evolution des résultats des exploitations caprines françaises en systèmes fromagers : Résultats économiques de l'exploitation (source : BOSSIS *et al.*, 2013). Echantillon constant de 55 élevages avec la valeur 2007 comme indice en base 100.

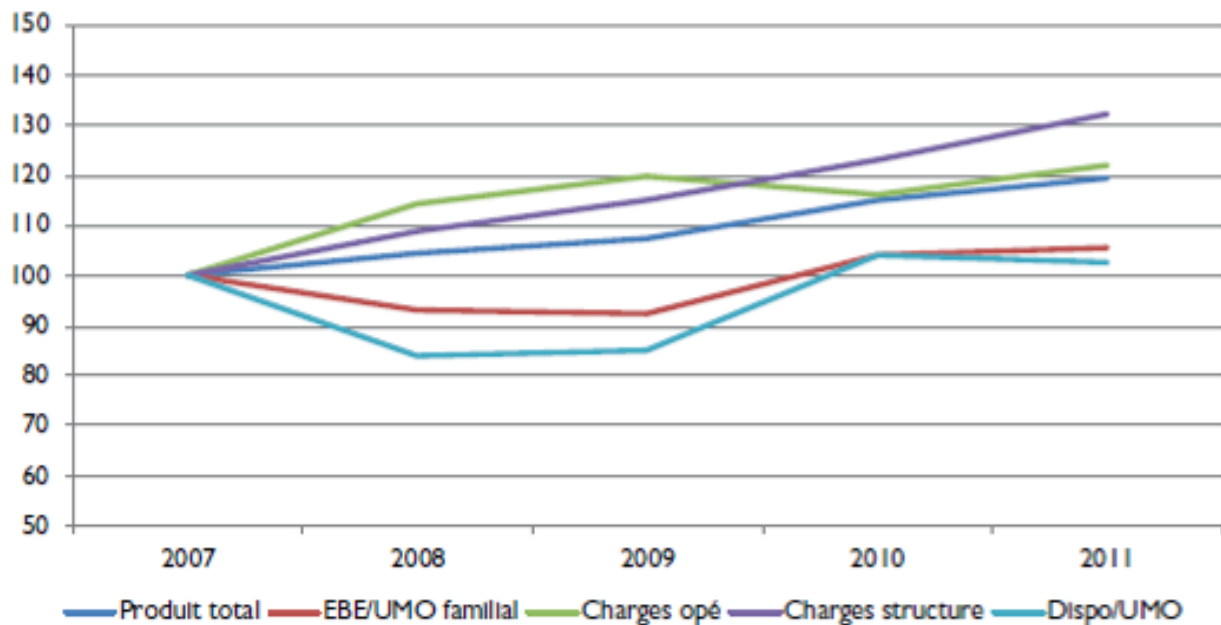
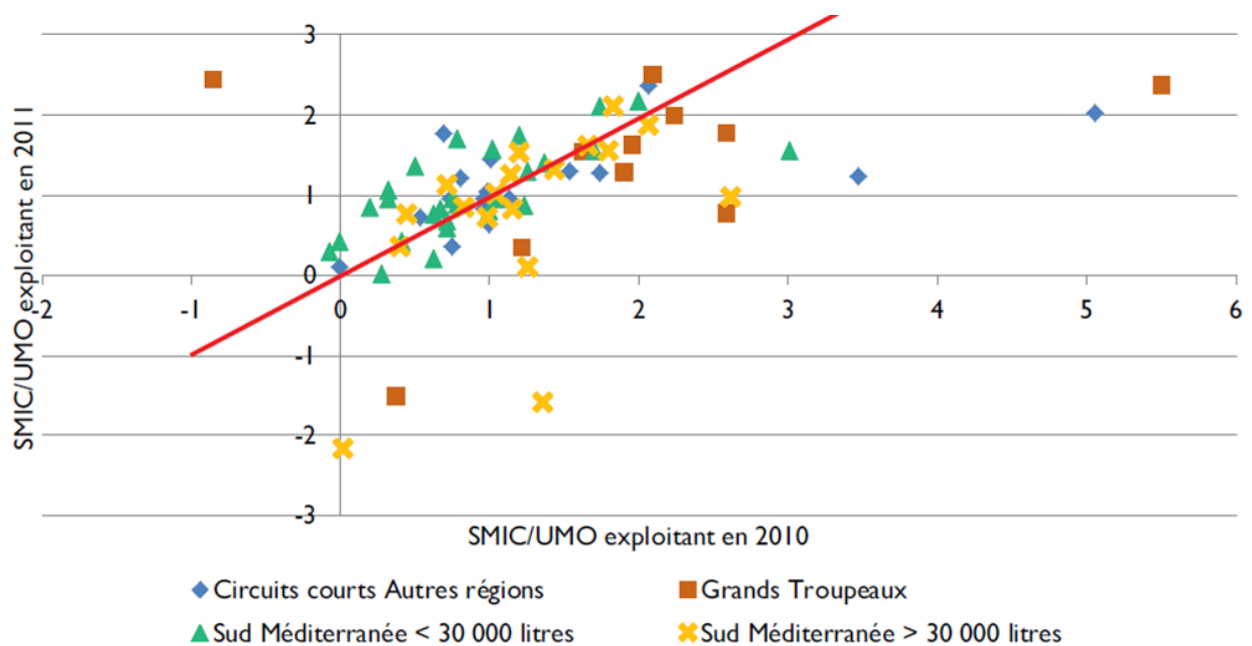


Figure 77 : Evolution du nombre de S.M.I.C. / U.M.O. exploitant permis par le produit en 2010 et 2011 pour les exploitations caprines fromagères du socle national de référence (source : BOSSIS *et al.*, 2013).



Si les éleveurs fromagers résistent mieux à l'augmentation des coûts de production que les laitiers, leur situation reste précaire. Leur principal levier pour maintenir leurs revenus reste un maintien voire une augmentation de la valorisation de leur production laitière à travers une amélioration de leur productivité et une augmentation des prix de vente de leur production. Dans un contexte de crise économique et de baisse de la consommation de fromage par les ménages, cette dernière solution reste limitée par la concurrence avec les fromages industriels (BOULENGER, 2012a). Certains éleveurs craignent également qu'une reconversion massive des éleveurs laitiers en fromagers ne vienne déséquilibrer le marché. Cependant ces reconversions restent marginales, notamment à cause de la taille des cheptels trop grande pour une transformation et une commercialisation de la production en vente directe (BOULENGER, 2012a).

III. UNE CONFIANCE DES CONSOMMATEURS À CONSERVER

Afin de mettre au point une campagne de promotion du fromage de chèvre pour en relancer la consommation, FranceAgriMer et l'Anicap ont commandé une enquête auprès des consommateurs afin de connaître leur opinion et leurs attentes vis-à-vis de la filière caprine. Cette enquête, réalisée par TNS SOFRES (2013), a mis en évidence une très bonne opinion des Français de la filière, mais fondée sur des croyances erronées.

1. Le fromage de chèvre, un patrimoine typiquement français à conserver

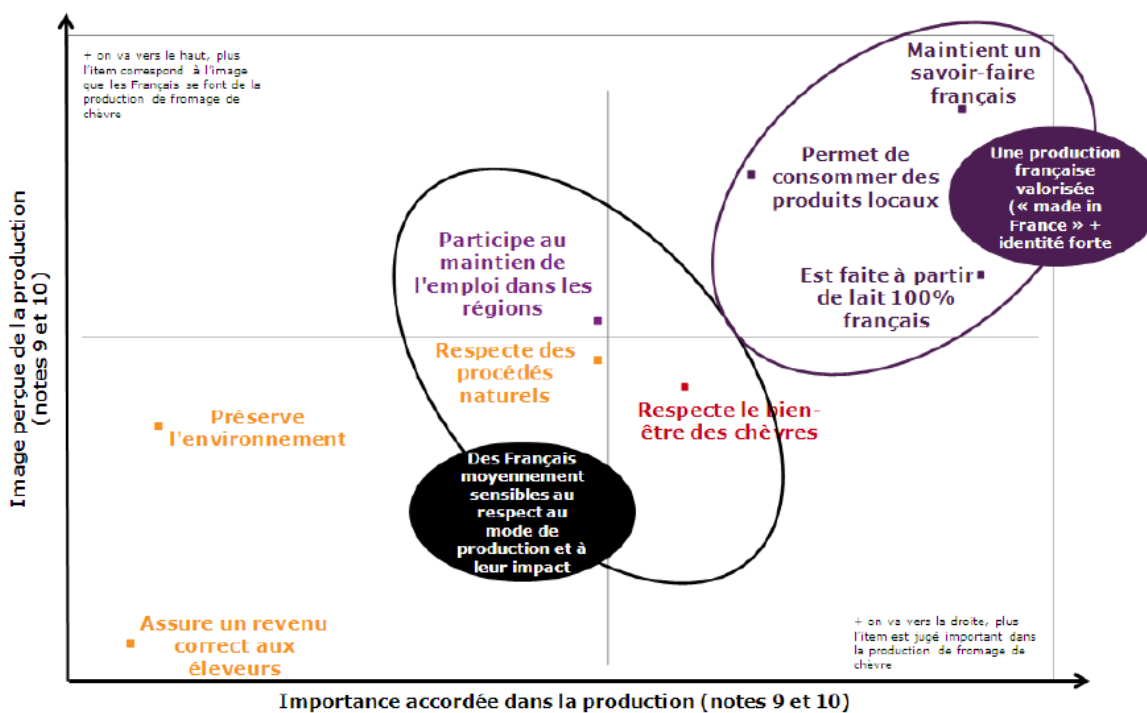
Les critères qui déterminent l'achat de fromage de chèvre par un consommateur sont, par ordre d'importance :

- Le goût du fromage de chèvre.
- L'aspect production française, voire régionale. Le choix de nombreux consommateurs se tourne vers les fromages de chèvres parce qu'ils leur permettent de manger local.
- Le prix du fromage. Cependant il vient derrière les critères gustatifs.

- Enfin, la sympathie vis-à-vis du petit producteur, dans une optique de soutien de l'emploi local. Si cela fait partie de l'image du fromage de chèvre, cet aspect ne prévaut que s'il n'est pas trop contraignant pour le consommateur.

L'aspect produit typiquement français est par ailleurs pour le consommateur la principale caractéristique du fromage de chèvre et de sa fabrication. Dans l'opinion publique, les fromages de chèvres font partie du patrimoine français et la filière caprine permet de maintenir ce savoir-faire (figure 78).

Figure 78 : Carte d'importance et d'image de la production de fromage de chèvre (source : TNS SOFRES, 2013).

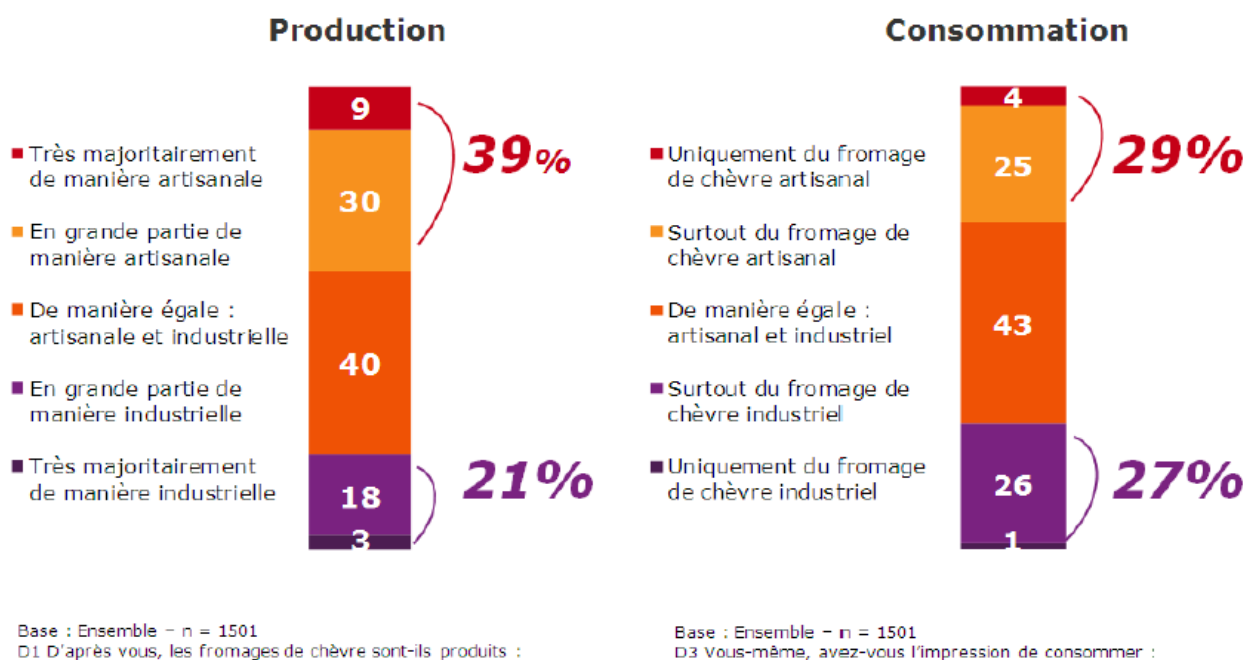


2. Une perception de la filière idéalisée de la filière

Les Français consomment parallèlement fromages industriels et fromages fermiers. Ces deux modèles coexistent dans leurs modes d'achats, mais de façon plus ou moins consciente. Ainsi, si 43 % des sondés déclarent consommer à part égal du fromage industriel et du fromage fermier

(figure 79), seul 37 % d'entre eux pensent vraiment connaître les modes de production des fromages de chèvre.

Figure 79 : La part des fromages artisanaux et industriels dans la production et la consommation des fromages de chèvre selon les français (source : TNS SOFRES, 2013).



Or la vision de l'élevage caprin reste idéalisée par l'opinion publique. Outre la surestimation de la transformation fermière (figure 79), 64 % des sondés évaluent la taille d'un élevage moyen à moins de 100 chèvres et 98 % pensent que les chèvres sont élevées en extérieur au moins une partie de l'année. Une fois informés de la réalité de la production, les consommateurs se raccrochent au modèle fermier, qui correspond plus au modèle de production local et artisanal que leur évoquaient les fromages de chèvres. L'origine française du lait et les conditions d'élevages (claustration des animaux, traitements hormonaux) font alors un bon dans les critères déterminants l'achat d'un fromage de chèvre, en tous cas dans les déclarations des sondés, l'impact réel sur leurs achats restant à mesurer.

Si les Français ont donc une très bonne opinion de la filière caprine française, celle-ci est fondée sur une vision idéalisée de la production. Outre pour son goût typique, l'achat d'un fromage de chèvre est déterminé par son aspect « production française », considérée comme un savoir-faire

national à préserver. Ainsi la connaissance de la réalité du terrain redirige l'intérêt des français vers la production fermière, locale (à contrario des importations de lait par l'industrie), et des procédés de production dits « naturels », qui gagnent alors en importance dans l'opinion du consommateur.

La filière caprine laitière connaît depuis 2009 une grave crise. Issue d'une augmentation brutale de la production laitière conjuguée à une baisse de la consommation des ménages français, elle a engendré des stocks records de produits intermédiaires, une chute des prix de ventes industriels et, par conséquent, une chute du prix du lait. Dès 2010, elle a été aggravée par une forte élévation des charges d'élevage qui ont grevé l'économie des élevages. Un nouveau virage s'est amorcé en 2012 : suite à la pression du ciseau des prix, des élevages ont cessé leur activité. La chute de 13 % de la collecte qui s'en est suivi a entraîné une pénurie de lait qui n'a pas pu être entièrement compensé par les importations (elles même limitées par un contexte européen de pénurie). Si les élevages fromagers semblent pour le moment moins touchés par cette crise, ils voient tout de même leurs revenus pénalisés par l'augmentation constante de leurs coûts de production depuis 2010. La relance de la filière ne peut en conséquent passer que par une revalorisation des prix du lait, du prix de vente industriel, voire des prix de vente au consommateur, même si ce dernier levier est délicat à manipuler. Si ce phénomène est sujet de nombreuses négociations entre les acteurs et semble déjà amorcé, il est indissociable d'une relance de la consommation des fromages de chèvre, profitant de la très bonne image de ce produit « patrimoine typiquement français » dans l'opinion publique.